

Un peu plus loin, on trouvera dans ce rapport, extrêmement important, le passage que voici:

A présent qu'on a atteint ce succès indéniable, bien peu de gens se rendent compte de l'importance et de la gravité de la décision que l'Allemagne occidentale a dû prendre en 1949 lorsqu'il s'agissait de choisir entre une économie libre et une économie dirigée. Vu l'étendue de la désorganisation économique, de la dévastation, de la démolition, de la détresse des réfugiés et de la pauvreté qui sévissait, on était grandement porté à croire qu'une économie réglementée par l'État permettrait de sortir de ce marasme. Il a fallu une confiance extraordinaire dans l'imagination et l'initiative des employeurs, des employés et des consommateurs pour risquer une décision aussi radicale que celle d'enlever à l'État la responsabilité de l'expansion économique future pour la confier à ceux qui participent à cette économie et pour leur laisser entière liberté dans ce domaine. Cependant, l'expérience du passé en ce qui concerne l'économie dirigée par le gouvernement a rendu ce choix beaucoup plus facile.

Pour ce qui est des impôts, je voudrais donner lecture du passage suivant:

Programme fiscal de réadaptation économique. Conformément au principe sur lequel repose le programme social, selon lequel les impôts ne doivent pas être trop lourds, tant du point de vue économique que social, et ne doivent pas étouffer l'initiative privée, le gouvernement fédéral s'est efforcé d'apporter toutes les modifications nécessaires au barème de l'impôt, afin qu'il se conforme aux conditions économiques courantes.

Le maintien du programme fiscal antérieur, qui se fondait sur la législation alliée, dans laquelle le point de vue du comptable prédomine, aurait conduit au désastre malgré le plan Marshall et la réforme monétaire. Étant donné la pénurie de capitaux, le maintien d'impôts excessifs aurait entraîné une contraction économique et une augmentation des problèmes sociaux, dont il aurait fallu s'occuper malgré un revenu fiscal moins élevé et un fléchissement du produit national... L'Allemagne a adopté la seule solution possible pour remédier à cette situation où on l'avait placée de force, en adoptant comme première mesure de son programme fiscal l'abaissement des impôts. Cette décision portait d'abord et avant tout sur les impôts directs et plus particulièrement sur l'impôt sur le revenu.

Certaines gens soutiendront peut-être que nous ne pouvons comparer la situation qui existe présentement au Canada avec celle qui existait à l'époque en Allemagne, mais je pense que la chose est possible. Si, en Allemagne, le problème consistait à favoriser la production afin de satisfaire aux grands besoins des consommateurs, notre problème consiste de même à aiguillonner la demande des consommateurs proportionnellement à l'aptitude de production du Canada. Encore une fois, on devrait s'efforcer sérieusement d'abaisser certaines taxes et impôts occultes, qui frappent un grand nombre de denrées dont les gens ont besoin.

Jusqu'ici on a dit qu'afin de remédier au chômage, il faudrait que le Gouvernement entreprenne des travaux appropriés de construction. Un tel programme contribuerait pour

[M. Holowach.]

beaucoup à améliorer la situation économique, mais je crois que cette seule mesure ne ferait qu'effleurer le problème. La raison en est bien simple: en vertu de notre régime financier, le Gouvernement doit tout d'abord soutenir aux citoyens, sous forme d'impôts, l'argent nécessaire à ces entreprises, tandis que nous avons en main des preuves indiquant que ce qui manque, même en ce moment, c'est un pouvoir d'achat efficace. Donner d'une main et ôter de l'autre n'est pas une solution.

Mais si le Gouvernement, après avoir mûrement réfléchi, se lance dans un tel programme, je conseillerais qu'il accorde la priorité au genre de construction qui produit et distribue la richesse dans notre pays. Dans cette catégorie, je placerais l'aménagement de routes, l'établissement d'aéroports, la construction d'habitations et l'aménagement du pipe-line transcanadien. Ce sont là des entreprises qui distribuent et qui en soi produisent de la richesse.

Le 27 janvier, lorsque j'ai pris la parole à la Chambre, j'ai signalé la nécessité d'établir, dans l'Ouest canadien, une route partant de Winnipeg, traversant Saskatoon, Edmonton et suivant le tracé de la Tête-Jaune jusqu'à la côte occidentale. La précipitation des travaux relatifs à l'établissement d'un nouvel aéroport important à Edmonton s'impose également. Je mentionne Edmonton, parce que, sauf erreur, le chômage y est excessivement élevé. Il y a aussi, à cet endroit, l'édifice fédéral qu'on devrait terminer le plus tôt possible. Je le répète, si de telles mesures ne remédieraient pas au chômage, elles peuvent aider à y trouver une solution partielle.

Impossible de traiter à fond du chômage au Canada, sans parler de l'automatisation. Nous savons que les progrès techniques se font à un rythme vif, à l'heure actuelle; à l'avenir, les machines et la science remplaceront de plus en plus les mains et le labeur des hommes et des femmes. Cela exige une étude minutieuse. Il serait peut-être souhaitable que le ministre du Travail établisse au sein de son ministère un service spécial de recherches qui étudierait tous les aspects du chômage, ses causes, ses effets, l'influence des progrès techniques sur le chômage, et dans quelle mesure le chômage découle de la surproduction de certaines denrées pour lesquelles il n'y a pas de débouché.

A mon avis, toutefois, l'automatisation annonce une ère nouvelle, dans l'ordre économique. Une fois de plus, la science nous force à discerner que l'homme n'est pas destiné à peiner sans relâche mais à jouir des loisirs et des bienfaits de la vie. Le problème capital que devront résoudre les gouvernements sera d'établir des programmes qui rendront financièrement possible la distribution des produits